

Communistes

www.PCF.fr

De nouveaux pouvoirs pour les travailleurs

(p. 3)



Vidéo

OTAN, austérité, extrême droite : les luttes des peuples en Europe

Avril 1936

Le PCF double ses voix

(p. 7)

L'esprit communiste

Le très conformiste F.-O. Giesbert, FOG pour les intimes, intitule son dernier opus « La France est-elle un pays communiste ? » Je précise tout de suite : pas la peine de se précipiter chez votre libraire, le pensum est vide, il n'émouvra que les clercs de notaire. Mais on signale ce fait car, à sa manière, alors qu'on reparle du Front populaire, qu'on parle beaucoup du 1er Mai, de la Sécu aussi, il rappelle l'importance de l'histoire communiste en France, le poids de l'héritage rouge dans notre pays. D'ailleurs Le Figaro, dans son commentaire ce samedi (p. 15), déclare : « (Si) le communisme a été vaincu une fois pour toutes en 1989 (...), (en France) l'esprit communiste demeure. »

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



23 avril, à partir de 18 h : Conférence sur la Défense nationale et son devenir, organisée par Espace Marx 60. Intervenant : Jean-Charles Schmidt, responsable de la commission Défense et industries stratégiques internationale du PCF. 8 rue du Beauvois, Creil (60)

9 mai, à partir de 13 h : Le PCF fête les 90 ans du Front populaire ! Expositions, table-ronde et DJ. Toutes les informations et inscription :

https://www.pcf.fr/90_ans_front_populaire_pcf
15 & 16 mai : Fête de l'Humanité Poitiers : un week-end culturel, politique et gratuit ! Au programme : Concerts, débats, village associatif. Bonne nouvelle : l'entrée est gratuite, et tous les événements culturels le sont aussi ! Salle Guillaume d'Aquitaine, Biard (86)

17 mai, à partir de 10 h 30 : Fête de la section PCF de La Ciotat. Elle sera, une nouvelle fois, un temps fort politique dans notre ville, mêlant engagement, solidarité, internationalisme, culture et détente à deux pas de la mer. Tombola en soutien à Cuba, expos, animation musicale, stands, buvette, etc. Les inscriptions au repas (paëlla : 20 euros tout compris) sont également ouvertes : par mail pcf.laciotat@gmail.com, par téléphone: 06 22 27 18 73, directement à la section (130 avenue Gallieni). Espace Le Golfe, La Ciotat (13)

23 mai, à partir de 10 h : Fête vosgienne de l'Humanité. Débat : Quel devenir de la gauche ?, avec plusieurs intervenants des partis de la gauche française. Exposition Manouchian. Exposition les affiches de la Fête de l'Humanité. Concert. Artisanat. Stand militants, syndicaux et associatifs. Entrée prix libre. Théâtre de verdure, Plainfaing (88)

30 mai, à partir de 10 h 30 : Montée au mur des Fédérés : rassemblement festif sur la place des Fêtes (75019), départ du cortège à 14h30, arrivée au cimetière du Père-Lachaise à 15h30 (75020).

30 mai, à partir de 12 h : Fête fédérale de Charente : banquet, table ronde sur la mobilité en Charente animée par Fred Mellier, forum des associations et concert. Réservation banquet au 0545922042 ou federationpcf16@gmail.com Salle des Fêtes, Maine-de-Boixe (16)

5 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bresles. Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements et réservations :

06 85 15 37 80. La Neuville-en-Huez (60)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance. Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste. Elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du Monde diplomatique)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.

Fondation Gabriel-Péri - Initiatives mai 2026

6 mai, 18h30 : Rencontre : Quelle politique énergétique pour la paix et une transition juste ? En visioconférence et en présentiel. Avec Jean-Paul Bouttes (ingénieur et économiste, membre du conseil scientifique du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan) ; Virginie Neumayer (coordinatrice Groupe EDF de la CGT, membre de la direction confédérale et du comité de filière nucléaire) ; Michel Doneddu (ingénieur, membre du groupe de travail sur le Plan climat, Empreinte 2050 du PCF)

Inscription à la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_LAtMzJZfSWaokYtjp3tCTQ#/registration
 Inscription en présentiel : <https://gabrielperi.fr/rendez-vous/quelle-politique-energetique-pour-la-paix-et-une-transition-juste/>

21 mai, 9h30/17h30 : Séance 8 des Ateliers d'histoire du communisme : Front populaire, un élan culturel. Journée d'étude uniquement en présentiel. Chaillot - Théâtre national de la danse - 1 place du Trocadéro et du 11-Novembre, 75116 Paris
 Programme de la journée :

<https://gabrielperi.fr/archives-histoires/front-populaire-un-elan-culturel/>
 Inscription : <https://gabrielperi.fr/rendez-vous/front-populaire-un-elan-culturel/>

De nouveaux pouvoirs pour les travailleurs : une question de dignité, de pouvoir, d'avenir

La tentative du gouvernement de remettre en cause le caractère chômé du 1er Mai, notamment pour les commerces, n'était pas anodine. Elle dit une chose simple : jusqu'aux conquêtes les plus symboliques du monde du travail peuvent être remises en cause. Dans ce contexte, rester dans la seule résistance ne suffit pas.

Car l'impasse est là. Économique, sociale, politique. Les logiques du capital financiarisé, tournées vers la rentabilité immédiate, désorganisent la production, dégradent le travail et vident la démocratie de son contenu. Cependant cette crise révèle aussi des contradictions qui ouvrent des possibles.

Ces contradictions se vivent concrètement dans les luttes. Chez Thalès, à Mérignac, des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers se sont retrouvés en grève, débattant ensemble des salaires mais aussi des choix de gestion du groupe. Très vite, la question dépasse la revendication immédiate : pourquoi ces choix ?, au service de qui ?, qui décide ? Dans le conflit, des frontières tombent, une conscience commune émerge, et avec elle l'idée que les salariés doivent pouvoir intervenir sur les décisions.

À Vencorex, c'est la même logique : derrière la défense de l'emploi et de l'outil industriel, surgit la question de la maîtrise collective des choix industriels. Peut-on laisser des décisions aussi structurantes aux seuls actionnaires ? Là encore, la bataille pose, parfois sans le dire d'emblée, la question du pouvoir.

Dans les services publics, notamment le ferroviaire, les tensions sont tout aussi fortes. Suppressions de lignes, dégradation du service, ouverture à la concurrence, logique de rentabilité : les cheminots comme les usagers font l'expérience d'un système qui décide loin d'eux. Et pourtant, dans les mobilisations, des propositions émergent : autre organisation du service, priorité donnée aux besoins des populations, exigence de continuité territoriale. La question démocratique, là aussi, monte très vite face aux choix de gestion.

Car c'est bien là le point clé : la démocratie n'est pas toujours le point de départ des luttes, mais elle en devient rapidement un enjeu central. Dès lors que les salariés se heurtent à des décisions incompréhensibles ou injustes, la question du pouvoir surgit.

Parler de nouveaux pouvoirs, c'est prendre au sérieux cette dynamique. Ce n'est pas

ajouter un supplément de démocratie, mais transformer en profondeur qui décide et selon quels critères. Aujourd'hui, les choix essentiels sont guidés par la rentabilité financière. Demain, ils doivent être orientés par l'utilité sociale, les besoins humains et les impératifs écologiques.

Passer de la résistance à la conquête, c'est donc franchir un cap. Défendre l'existant ne suffit plus face à un système qui détruit. Il faut construire une alternative concrète, en partant de ce qui s'invente déjà dans les conflits sociaux.

À l'approche du 1er Mai, l'enjeu est clair : faire de chaque lutte un point d'appui pour avancer vers une démocratie réelle, dans l'entreprise et l'économie. Là où aujourd'hui tout se décide sans les salariés, il s'agit d'imposer leur intervention. Il s'agit d'un chemin essentiel pour la transformation, afin que le travail devienne un lieu de dignité, de pouvoir et d'avenir. C'est au cœur des luttes, sans doute faut-il le mettre au cœur des échéances électorales à venir. ✪

Fred Mellier

membre de

la Commission entreprises



Congrès du PGE à Bruxelles

« Win the Future »

À l'occasion du 8^e congrès du Parti de la gauche européenne, qui s'est tenu à Bruxelles les 17 et 18 avril 2026, une délégation du Parti communiste français a pris une part active et déterminante aux travaux. Dans un contexte marqué par la crise du capitalisme, le durcissement des politiques autoritaires en Europe, la montée des extrêmes droites et l'accélération des logiques de guerre, ce congrès a constitué un moment politique important pour les forces progressistes du continent.

Notre intervention s'est inscrite dans une ligne claire : porter les luttes des peuples européens, défendre la paix, combattre les politiques d'austérité pour construire des réponses communes à la hauteur des défis actuels. Les politiques menées depuis des années par l'Union européenne continuent d'aggraver les inégalités, d'affaiblir les services publics et de fragiliser les droits sociaux, avec des effets particulièrement graves pour les travailleurs et les travailleuses, et pour les femmes en particulier ; ces politiques portent en elles la montée de l'extrême droite, la xénophobie et la guerre.

Dans ce contexte, la délégation du PCF a rappelé la nécessité de rompre avec ces logiques d'austérité et de réorienter les politiques économiques et sociales vers les besoins fondamentaux des peuples : santé, éducation, logement, écologie et éga-



lité. Nous avons également insisté sur l'urgence de construire une alternative fondée sur la justice sociale, la démocratie et la solidarité.

Un temps fort du congrès a été l'événement public auquel a participé Fabien Roussel. Cette séquence a permis de porter publiquement l'exigence d'une alternative politique face aux politiques libérales et aux logiques de militarisation. Fabien Roussel y a affirmé avec force la nécessité, face à la montée de la droite et de l'extrême droite, et face aux dynamiques de guerre et de militarisation, de construire une alternative fondée sur la paix, la souveraineté des peuples et une transformation sociale et

démocratique profonde.

Le congrès, se tenant à Bruxelles, a également été l'occasion de nouveaux échanges approfondis entre le Parti communiste français et le Parti du Travail de Belgique. Fabien Roussel et Peter Mertens ont notamment pu échanger de manière approfondie autour des luttes de la classe travailleuse, des conditions d'organisation du monde du travail et des convergences nécessaires pour renforcer les combats sociaux.

La délégation française était composée de camarades engagés sur différents champs d'intervention, permettant de porter une contribution

collective riche et cohérente.

Amar Bellal est intervenu sur les enjeux d'écologie et d'industrie, en défendant une stratégie de réindustrialisation au service de la transition écologique et de la justice sociale, fondée sur l'intervention publique.

Sylvie Vinceneux a porté les questions des services publics et du logement, soulignant l'ampleur de la crise du logement en Europe et les effets destructeurs des politiques de réduction des dépenses publiques. Elle a été élue au sein du bureau exécutif du PGE.

Charlotte Balavoine, en tant que responsable Europe du PCF, a contribué à structurer les échanges avec de nombreuses délégations européennes et à renforcer les positions du PCF au travers des textes de motions du PGE.

Alain Rouy a pris part aux discussions sur les enjeux de paix, dans un contexte international marqué par les conflits armés, les tensions géopolitiques et la montée des logiques de militarisation que nous combattons.

Frédéric Boccara a présenté des propositions concrètes pour lutter contre les politiques d'austérité, en avançant des pistes économiques alternatives visant à réorienter les investissements vers les besoins sociaux, écologiques et productifs.

Vincent Boulet a joué un rôle central dans l'organisation en tant que responsable international du PCF, dans un contexte de crise du capitalisme et de durcissement autoritaire en Europe. Il a été élu au bureau exécutif du Parti de la gauche européenne, pour continuer d'y porter les enjeux internationaux et de paix.

Les échanges internationaux organisés dans ce cadre ont été particulièrement riches, notamment avec plusieurs délégations étrangères. Ils ont permis de confronter nos analyses sur les évolutions du capitalisme contemporain, les dynamiques sociales et les résistances progressistes à l'échelle internationale.

Un moment important de ces échanges a été la rencontre avec des représentants progressistes venus des États-Unis, issus du Parti démocrate et de la gauche américaine, dans l'environnement politique d'Alexandria Ocasio-Cortez. Ces discussions ont permis d'ouvrir des perspectives de coopération et de convergence.

Dans le même esprit, la question féministe a occupé une place importante des débats. Nous avons collectivement constaté la montée d'un backlash antiféministe à l'échelle internationale, porté par des courants réactionnaires et masculinistes. Ces dynamiques s'inscrivent dans un mouvement plus large de remise en cause des droits sociaux démocratiques et des libertés fondamentales.

Dans ce contexte, Fabien Roussel a porté la candidature d'Hélène Bidard à la vice-présidence du PGE. Cette candidature, portée par le PCF, a également été affirmée comme une candidature féministe, ce qui revêt une importance particulière dans la période actuelle. Elle s'inscrit dans la nécessité de renforcer la place des femmes dans les directions politiques européennes et de résister au backlash contre les droits des femmes, organisé par des courants masculinistes qui sont également porteurs de logiques de guerre, de domination et de



régression sociale.

Au-delà des constats, ce congrès a permis de dégager des perspectives politiques claires : renforcer les mobilisations sociales, construire des campagnes coordonnées à l'échelle européenne, développer des solidarités internationales et structurer une alternative politique capable de répondre à la crise sociale, écologique et démocratique.

Enfin, ce congrès de Bruxelles aura confirmé une conviction forte : face à la crise du capitalisme, aux politiques d'austérité, à la montée des extrêmes droites et aux logiques de guerre, il est plus que jamais nécessaire de construire une gauche européenne offensive et ancrée dans les luttes des peuples.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre engagement collectif au sein du PGE, avec la volonté de porter une alternative de transformation sociale écologique, féministe et pacifiste. 🌱

Hélène Bidard

Vice-présidente du PGE

Allier : des communistes à l'esprit de conquête !

Samedi 18 avril dernier, Saint-Sornin accueillait le banquet des vétérans communistes de l'Allier. Un évènement qui fut une belle occasion de se retrouver pour 120 camarades du département, après la séquence municipale et avant la tenue de notre 40e Congrès, lors d'un moment très fraternel entre truffade et piquenchâgne, délicieuse spécialité bourbonnaise à la poire !

Invité par Gérard Fournier, président de l'amicale des vétérans du département et ancien administrateur du siège national du PCF que j'avais plaisir à retrouver, ainsi que Sébastien Claire, secrétaire départemental qui consacre toute son énergie au renforcement du Parti localement, j'ai eu beaucoup de plaisir à échanger avec les camarades sur les enjeux prioritaires pour l'Allier et pour le pays.

De nombreux maires communistes et élu-es présents montrant le fort enracinement du Parti qui est sans conteste la première force politique de gauche du département. Les dernières élections municipales ont d'ailleurs débouché sur deux belles conquêtes au Montet et à Villefranche d'Allier dont la nouvelle Maire, Josiane Auburger, était parmi nous lors de ce banquet.

L'Allier est un département qui concentre tous les grands enjeux du pays.

Agir pour l'avenir de l'Allier, c'est agir pour l'avenir de la France en luttant contre les plans de suppressions d'emplois à Bosch ou Erasteel et en dévelop-



pant l'insertion professionnelle ; en soutenant nos agriculteurs ou encore en portant une nouvelle industrialisation sociale et écologique sur le dossier de la mine de Lithium ; en défendant nos services publics de santé face aux fermetures de lits et de services, d'éducation contre les 25 fermetures de classes programmées, et de transport pour le développement des lignes TER et intercités.

Sur tous ces enjeux, les maires et élus municipaux, le député Yannick Monnet et Jean-Paul Dufrègne, toujours très impliqué, sont au combat quotidiennement aux côtés des habitantes et des habitants. Travailler à des solutions pour les travailleurs et travailleuses, à des reconquêtes sur la production et sur les services publics, est de l'avis de tous et toutes, notamment de Jean-Marc Dumont, président de la communauté de communes du bocage Bourbonnais, le meilleur moyen de combattre la

progression de l'extrême droite dans la ruralité.

Ce banquet fut également l'occasion de saluer les 80 ans d'adhésion à notre parti de Suzanne, 100 ans, et son mari, Lucien Séchaud, 102 ans, qui nous ont rejoints au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à qui j'ai remis une lettre personnelle de notre Secrétaire national Fabien Roussel et des cadeaux pour cette fidélité exceptionnelle. En écho à l'appel lancé dans mon intervention à ce que la France porte une voix indépendante pour la paix et sorte de l'OTAN, Lucien s'exprima en affirmant l'urgence de faire « la guerre à la guerre » avant de chanter avec nous l'Internationale.

Alors que notre 40e Congrès affirme l'ambition d'un communisme de reconquêtes, l'esprit de conquêtes était bel et bien présent samedi dernier dans l'Allier !✳

Igor Zamichiei

Contre les fermetures de classe

Dans tous les départements, la réalité du budget de l'État 2026 concernant l'Éducation nationale éclate au grand jour avec des milliers de postes d'enseignants supprimés. Ce sont des milliers de classes et de postes dans le second degré qui sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité.

Le ministre de l'Éducation et le gouvernement s'appuient sur une baisse démographique annoncée avec 1 million 700 000 élèves en moins à l'horizon 2035. Cette baisse, brandie comme un argument massue pour éteindre toute discussion, serait entendable si, durant la période de boom démographique, le nombre de postes avait suivi l'augmentation du nombre d'élèves et si l'école publique était dans une autre situation que celle que nous connaissons.

Ce n'est bien entendu pas la réalité, la France est dans le peloton de queue des pays de l'Union européenne s'agissant du taux d'encadrement en étant 3 à 4 points plus élevé que le taux moyen des pays de l'OCDE, avec près de 23 élèves par classe contre une moyenne se situant entre 18 et 19 élèves par enseignant en moyenne pour les pays de l'OCDE.

L'école est pourtant dans un moment historique où s'affrontent les intérêts du capital d'un côté, qui poussent à la baisse de la dépense publique, la réduction des moyens de l'éducation, tout en favorisant de fait l'enseignement privé qui veut éviter des baisses d'effectifs afin de maintenir un taux de rentabilité acceptable pour les tenants de l'école privée.

De l'autre côté, les mobilisations des élus, des parents d'élèves fleurissent partout sur le territoire pour défendre l'école publique, notamment dans les quartiers populaires urbains ou les territoires ruraux.

Chacun perçoit que cette baisse démographique peut être l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement des élèves et des enseignants, avec notamment la réduction du nombre d'élèves par classe. L'offensive



idéologique à l'œuvre depuis des années contre l'école publique montre ainsi un objectif clair : soumettre l'État aux intérêts capitalistes, y compris le service public d'éducation, ou répondre aux attentes et aux aspirations des familles de travailleuses et de travailleurs qui veulent le meilleur pour leur enfant, en considérant toujours que l'école doit être le lieu de l'émancipation de toute la jeunesse.

Les communistes, les élus et les fédérations sont engagés dans ces batailles contre les fermetures de classe. Il s'agit non seulement d'améliorer les conditions d'enseignement mais aussi de créer les conditions de la transformation de l'école en améliorant les conditions de travail des personnels de l'éducation, en redonnant à l'école publique les moyens d'accomplir ses missions, de répon-

dre aux besoins de tous les élèves, permettre l'élévation du niveau de connaissance de toutes et tous, engager de manière nouvelle la bataille contre les inégalités sociales de réussite scolaire en se basant sur les besoins de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. C'est aussi un levier pour recréer un véritable service de remplacements des enseignants quand on sait que ce sont les territoires les plus populaires qui pâtissent de ce manque de personnels.

Il s'agit dans les semaines qui viennent de faire grandir ces milliers de batailles contre les fermetures en ouvrant une perspective de changement de politique en rupture avec les politiques libérales menées depuis une quinzaine d'années.

Il s'agit enfin d'ouvrir une perspective de reconquête de temps de classe après 15 années de régression où les élèves de France ont perdu l'équivalent de 2 années de classe sur tout le temps de la scolarité obligatoire, et ce sans alourdir le temps de service des enseignants. Au contraire même, il s'agit de faire respirer les classes, et comme le propose le projet communiste pour une école émancipatrice, libérer du temps pour la pédagogie, la concertation, la préparation de la classe et le travail en équipe.

Cette baisse de la démographie, à moyens constants ou mieux, en récupérant le point de PIB supprimé au ministère de l'Éducation est un véritable levier si un mouvement large s'en empare pour remédier aux inégalités et permettre l'élévation du niveau de connaissances, un véritable développement des savoirs dans la société.

Cette bataille appelle une mobilisation et des réponses concrètes à court terme, mais elle exige aussi de faire grandir l'exigence d'une alternative politique, en rupture avec les politiques menées, avec la visée de transformer l'école, pour une école émancipatrice. ✪

Sébastien Laborde

- SÉRIE : 1936 AU JOUR LE JOUR

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

20/26 avril 1936 (16) Le PCF double ses voix !

L'actualité de la semaine se concentre naturellement sur l'enjeu du premier tour des élections législatives du dimanche 26 avril.

La campagne est dynamique et le ton du journal *l'Humanité* est résolument offensif.

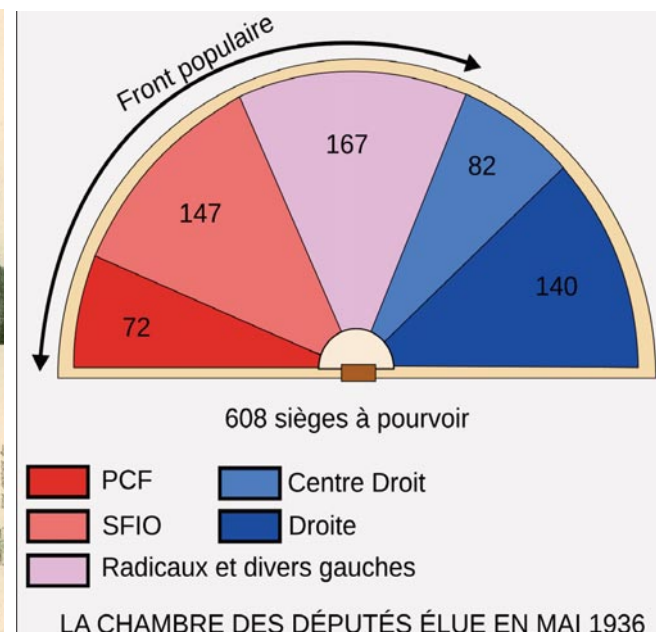
Les formes d'intervention militante bougent. Après Maurice Thorez à Radio-Paris, nombre de dirigeants communistes « parlent au poste de Paris-PTT » par exemple.

Le PC publie une Bande dessinée, reproduite dans le quotidien communiste, intitulée « Franchard et Lavisé » et signée « Image d'Épinal ».

Les derniers jours de la campagne, *l'Humanité* décline en Une les raisons de voter communiste : « Pour l'ordre, votez communiste ! » (24/4) ; « Pour la liberté, votez communiste ! » (25/4) ; « Votez communiste ! Contre la guerre ! Contre le fascisme ! Contre la misère ! » (26/4).

Rappelons que seuls les hommes ont le droit de vote ; d'où un article vindicatif du journal, le 22/4 : « La femme française doit voter ».

Un autre sujet toutefois s'invite également dans l'actualité. C'est l'amorce d'un mouvement social. Une grève est annoncée dans les bassins miniers, des corporations bougent : meetings des ouvriers du bâtiment, des travailleurs du vêtement, demandes des ouvriers agricoles, des chauffeurs de taxi, réunions des travailleurs des services publics. La fête du travail s'annonce puissante. La CGT va organiser 215 meetings dans les principales villes. « Contre la misère ! Participez aux manifesta-



tions du Premier mai », titre le quotidien, page 5, le jour même de l'élection.

C'est dans ce cadre que tombent, dimanche soir, les résultats tout à fait spectaculaires du premier tour. Le PCF double ses voix ; il passe de 796 000 voix en 1932 à 1 500 000. Soit de 6,7 % en 1932 à 12,5 (on trouve aussi ces chiffres : de 8,3 % à 15,2).

Neuf députés communistes sont élus au premier tour dont le secrétaire général Maurice Thorez, André Marty, qui est alors secrétaire de l'Internationale communiste, Renaud Jean, issu du monde rural, Arthur Ramette, député du Nord, le cheminot

Gaston Monmousseau, l'écrivain et journaliste Paul Vaillant-Couturier. On parle de 60 ballottages favorables.

Le PS enregistre 1 900 000 voix et le parti radical 1400000.

Un double titre barre la Une de *l'Humanité* du lendemain : « Éclatante victoire du Parti communiste » (le journal *l'Unité* titrera début mai : « Éclatante victoire du Parti socialiste ») ; et « Discipline au second tour pour le triomphe du Front populaire ».

Gérard Streiff

Le carré rouge **Marcel Cachin** (13)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Marcel Cachin 1869-1958. Né à Plourivo près de Paimpol (22), breton il le sera jusque dans sa tombe, un bloc massif de granit breton. En 1892, professeur de philosophie à Bordeaux et membre du Parti ouvrier français de Guesde (87e division) il sort un journal clandestin et signe Le Breton. Les bretons guesdistes sont peu nombreux à Bordeaux, il est repéré et on lui retire sa bourse d'études. En 1941, dans la clandestinité, il sera Le Barazer (le pain sec).

En 1932 il fonde le groupement des « Bretons émancipés », objectif : « ...unir et rassembler les travailleurs bretons qui ont quitté notre petite patrie... » pour s'organiser et s'émanciper des images arriérées, de ploucs et de Bécassine, de l'obscurantisme religieux, des travers nationalistes et prendre conscience de leur exploitation. En 1937 il édite le n° 1 de *War sao !* (debout), premier mot de l'Internationale. Il est un fervent défenseur de sa « ...vieille et belle langue, libre et barbare » et de la culture bretonne.

En 1904, il est délégué au Congrès de la IIe Internationale socialiste à Amsterdam en tant que représentant du Parti socialiste de France, né de la fusion en 1901-1902 des blanquistes et des marxistes guesdistes. C'est là que, grâce à Paul Lafargue (76e division), il fait la connaissance de Marguerite David Von-Wiem, déléguée du Parti socialiste américain,



qui deviendra sa femme.

De 1912 à 1914, il sera conseiller municipal de Paris, conseiller général de la Seine, puis député de la Seine en 1914, et sera régulièrement réélu en 1919-1924 et avril 1928.

En 1920, il est l'un des grands acteurs du congrès de Tours et de la naissance du Parti communiste. Pour l'histoire, la motion victorieuse porte son nom.

De janvier 1936 à 1940 il est sénateur. (Le 1er juillet 1939, Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, assure l'ambassadeur d'Allemagne de mettre les communistes à la raison). Le 13 septembre il devient ministre de la Justice. Le 25 septembre 1939,

les publications du PCF sont interdites ; le 26, dissolution de toutes les organisations communistes ; début octobre les élus sont emprisonnés. En janvier 1940, ils sont déchus de leurs mandats, ce qui sera le cas de Marcel Cachin le 29 février 1940.

Il sera député de la Seine en 1945, et régulièrement réélu jusqu'en 1958.

Dans ses responsabilités politiques, Marcel Cachin sera membre de la commis-

sion administrative permanente de la SFIO : suppléant (1905), titulaire (1907-1909, 1912-1920). Il sera directeur de *l'Humanité* de 1918 à 1958, puis membre du Comité directeur du Parti communiste (décembre 1920-1924), du Comité central (1925-1958), du Bureau politique (1922-1958).

Marcel Cachin, décède le 12 février 1958. Des centaines de milliers de personnes l'accompagnent du siège de *l'Humanité*, boulevard Poissonnière (9e arrond.), au Père-Lachaise où il est inhumé le 15/02/1958 auprès de son épouse, Marguerite David Von-Wiem, inhumée le 20/11/1956. 🇫🇷

Gérard Pellois

Dans *L'Avant-Garde Plus*, la jeunesse face à Parcoursup

Dans le dernier épisode de *L'Avant-Garde Plus*, partez à la rencontre de Rosa et Maël, deux jeunes militants communistes qui luttent avec détermination contre la sélection imposée par Parcoursup. Cette vidéo plonge au cœur de l'angoisse que vivent les lycéens face à cette plateforme. Ces derniers dénoncent avec force la sélection sociale, géographique et genrée qu'elle génère.

Face à des équipes éducatives débordées et à un accompagnement largement insuffisant, Rosa et Maël ont décidé de ne pas rester inactifs. Ils témoignent de leur mobilisation concrète pour organiser la riposte. Maël raconte notamment la création d'un cahier de doléances, véritable outil de recueil de la parole lycéenne qui a rassemblé plus d'une centaine de témoignages poignants. Ce travail méticuleux a trouvé un écho inespéré lors de l'audition inédite de Maël devant la Cour des comptes, une occasion unique de porter la voix des élèves et de défendre l'accès à un enseignement

supérieur public de qualité pour tous. Ne manquez pas cette émission essentielle pour saisir les réalités concrètes que traverse les lycéennes et lycéens, et comprendre l'importance cruciale de s'organiser collectivement pour son émancipation.★



Solidarité
AVEC LE PEUPLE LIBANAIS

AG

Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

Le lien de l'émission : <https://www.youtube.com/watch?v=Cd6dvZAmHgQ&t=4s>



Après son congrès, à quoi doit répondre le PGE ?

Le congrès du PGE qui s'est tenu à Bruxelles le week-end dernier a permis au PCF de porter ses exigences de contenu et de tenir des rencontres bilatérales, comme l'article d'Hélène Bidard le développe.

Concernant les enjeux de fond, c'est-à-dire la manière dont le PGE pourrait être un outil pour mettre en commun les luttes, les exigences et les initiatives des partis membres pour la paix et contre l'austérité en Europe, ce congrès laisse beaucoup de questions ouvertes. Les questions posées lors de la préparation du congrès le restent à son issue.

Pour le PCF comme pour d'autres organisations membres, le congrès initie surtout une phase transitoire qui devra aboutir lors de l'assemblée générale de 2027. Le congrès et les interventions des délégués de nombreux partis affirment nettement un profil pour la paix et la sécurité collective en Europe. Il faut donc maintenant le décliner concrètement.

Deux points particulièrement importants doivent être travaillés dans l'année qui vient si l'on veut un PGE utile pour les luttes convergentes des partis membres.

- **Construire une action commune en Europe pour la paix et contre la militarisation de l'économie.** Le PGE est le seul parti européen à s'emparer de la question de la lutte pour la paix et la sécurité collective ainsi que de la lutte contre la militarisation de l'économie. Mais cela demeure assez peu visible et peu en lien avec les partis membres. Or, le véritable atout du PGE réside dans ses partis membres. Le PCF a porté lors de ce congrès l'exigence que le PGE s'empare de l'exigence de la paix en devenant un espace de mise en commun des élaborations et des actions pour la paix des différents partis membres. Des points d'appui peuvent être utilisés, comme les prises de position du gouvernement espagnol auquel participent le Parti communiste et la Gauche Unie d'Espagne.

- **Construire un parti de partis transparent et démocratique.** Pour cela il convient de poser la question des modalités de fonctionnement du PGE. Il existe une tendance à la centralisation et à la fédéralisation du parti, faisant écho avec une certaine tentation fédéraliste de la construction européenne. Le PCF, avec d'autres organisations, défend une conception d'un parti de partis pleinement



- PLANÈTE

souverains mettant en commun leur expérience, leur positionnement, leur analyse pour faire naître du commun en Europe et pour élaborer des actions et campagnes communes. Ce débat existe depuis longtemps dans le PGE mais il tend à s'approfondir. Le PGE est à un tournant de son histoire. Porté lors des années 2010 par l'essor des luttes anti-austérité en Europe, il a été confronté depuis à plusieurs échecs et à plusieurs crises provoquées par les reculs de ces luttes. Il s'agissait ici du premier congrès après le départ des organisations populistes et de la gauche verte nordique. Une nouvelle page de l'histoire d'un PGE refondé doit s'écrire dès maintenant. Soit il est en mesure de répondre à ces deux enjeux, soit sa crise va se poursuivre et se renforcer.

L'ampleur des défis et des menaces historiques qui

pèsent sur les peuples d'Europe, avec la menace de guerre, le renforcement de la domination de l'OTAN et de l'atlantisme sur une UE dont la construction est fondamentalement capitaliste, la menace de l'extrême droite, rend une organisation de gauche en Europe portant une vision transformatrice sociale, économique, démocratique, pour la paix, plus nécessaire que jamais. Mais cela suppose qu'elle soit à la hauteur. ✪

Vincent Boulet

Responsable du secteur international



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA